

Fiche d'examen au cas par cas

Pour les PLU, PLUi et cartes communales

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée : révision

Type de document : carte communale

Territoire concerné : commune de PLAGNE

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable : Monsieur le Président de la Communauté de communes du Pays Bellegardien – Patrick PERREARD

Courriel : noemie.balbinot@ccpb01.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la commune concernée : PLAGNE

Nombre d'habitants concernés : 123 habitants (INSEE 2014)

Superficie du territoire : 620 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ? **Annexe : délibération engageant la procédure**

En 2009, sur la commune de Plagne a été mise à jour une série de très grandes empreintes de dinosaure sur un chemin forestier. Ces empreintes de dinosaures avaient été authentifiées par des chercheurs du laboratoire Paléoenvironnements et Paléobiosphère (CNRS/Université Claude Bernard Lyon 1) et constitue la plus longue trace de ce type connue au monde.

Des fouilles ont été supervisées sur ce site de 2010 à 2012 par les chercheurs du laboratoire de Géologie de Lyon et ont permis de confirmer le record mondial pour les pistes de sauropodes, les plus imposants des dinosaures.

La datation des niveaux calcaires montre que la piste remonte à 150 millions d'année, à une période du Jurassique appelée Tithonien inférieur.

Cette découverte fait partie du patrimoine mondial et doit absolument être préservée et mise en valeur.

Les analyses biométriques décrivent un animal d'au moins 35 m de long et de 35 à 40 tonnes, avec des emjambés de 2,80 m en moyenne et une vitesse de 4km/h. Il appartient à **une nouvelle ichno-espèces** : le *Brontopodus Plagnensis* (Publication scientifique revue Geobis Août 2017). Conformément au Code International de Nomenclature Zoologique (article 72-10), il y a une obligation morale de préservation et conservation des spécimens de référence d'une espèce.

C'est un motif supplémentaire d'obligation de protection et préservation du site.

Au vu des enjeux, la communauté de communes du Pays Bellegardien, gestionnaire du site, élabore un projet de préservation et de mise en valeur de ce site, situé en discontinuité de l'urbanisation du village de Plagne, commune de montagne au sens de la Loi du même nom. Le contenu du projet d'aménagement est travaillé au sein d'un COPIIL qui réunit les représentants des scientifiques, services de l'Etat, différents experts, le département au titre des espaces naturels sensibles...

La réalisation de ce programme de préservation et de mise en valeur a conduit la collectivité à réaliser une modification simplifiée de son schéma de cohérence territoriale (SCoT), soumise à l'avis de la commission départementale pour la nature et la protection des sites, en application de l'article L.122-7 du Code de l'urbanisme.

Le dossier soumis à cette commission a justifié que les aménagements proposés sont notamment compatibles avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel.

La CDNPS s'est prononcée favorablement, en date du 28 juin 2016 sur ce projet de modification simplifiée.

La dernière phase de la procédure d'adaptation des documents de planification locaux consiste à procéder à une révision de la carte communale de Plagne pour définir, sur le site de la découverte, une zone permettant de réaliser les aménagements de préservation et de mise en valeur de cette découverte.

Annexes : notice explicative de la MS n°1 du SCOT + étude justificative prévue à l'article L.122-7 du code de l'urbanisme

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Le projet d'aménagement doit répondre à plusieurs objectifs :

La conservation et la protection des empreintes paléontologiques, la recherche scientifique, la valorisation d'un patrimoine naturel exceptionnel, le développement d'un projet pédagogique et écotouristique attrayant.

Il comporte deux volets :

La protection et préservation des empreintes :

Les empreintes doivent pouvoir être mises hors d'eau et hors gel autant que faire se peut.

La zone haute de la piste qui présente la meilleure qualité d'empreintes (zone où le calcaire est moins fragilisé) doit pouvoir être couverte par un bâtiment (longueur d'environ 60 mètres).

Le reste de la piste sera a priori recouvert, enfoui en attendant que les techniques évoluent pour assurer une protection efficace. Des réflexions sont en cours avec différents experts sur l'efficacité de mise sous verre des empreintes, mais à ce stade il semblerait que cette solution présente des écueils.

Aussi il conviendra d'avoir recours pour cette partie aux fac-similés.

La mise en valeur :

La construction d'un bâtiment d'accueil, en continuité du parking existant, en contre-bas de la partie naturelle du site comportant la découverte elle-même.

Sur ou à proximité immédiate de la découverte, un équipement à vocation essentiellement pédagogique.

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Il s'agit d'identifier un secteur permettant l'aménagement du site pour sa préservation et sa valorisation. Urbanisation limitée, exclusivement destinée à la préservation et à la mise en valeur de ce site.

Annexe : règlement graphique de la carte communale en vigueur

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ?

En l'état actuel du droit de l'urbanisme, toute urbanisation du site de Dinoplagne® est proscrite.

Néanmoins, une modification simplifiée du SCOT a permis de compléter le document par une "étude justifiant en fonction des spécificités locales, qu'une urbanisation qui n'est pas située en continuité

de l'urbanisation existante est compatible avec le respect des objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières et avec la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel prévus aux articles L122-9 et L122-10 ainsi qu'avec la protection contre les risques naturels" prévue à l'article L122-7 du Code de l'urbanisme qui permet de bénéficier du régime d'exception à la règle de constructibilité évoquée ci-dessus.

Annexes : délibération d'approbation de la MS n°1 du SCOT + avis CDNPS

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par

- les dispositions de la loi Montagne ?	OUI
- les dispositions de la loi Littoral ?	NON
- une DTA ou DTADD ? si oui, laquelle ?	NON
- un SCOT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	SCOT SRU en cours de révision
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s)	SDAGE Rhône Méditerranée

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Carte communale : NON

Une étude faune-flore 4 saisons (expertise écologique) est réalisée sur le site de Dinoplagne®

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact du potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs de cette procédure en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Urbanisation limitée d'un secteur afin d'autoriser des équipements et aménagements exclusivement destinés à préserver et valoriser le site de Dinoplagne®.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Aucune ouverture à l'urbanisation.
Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
Quelle est approximativement la superficie consommée ?	Entre 6 et 7 hectares exclusivement destiné à l'aménagement du site (Le SCOT interdisant toute possibilité de création de hameau) Annexe : périmètre envisagé de la zone
Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (<i>densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...</i>) ont été préalablement examinées ?	Aucune extension des zones constructibles de la carte communale en vigueur (le bourg et le Chaillet) prévue par la présente révision.
Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).	Aucun impact sur les espaces agricoles ou forestiers. Et impacts jugés négligeables et maîtrisés sur les milieux naturels.

4.2. Milieux naturels et biodiversité

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		x	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		x	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		x	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type I ?		x	
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		x	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?		x	
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire du Conseil général...) ? Ou identifiée au titre de la convention de RAMSAR ?		x	

4.3. Paysages, patrimoine naturel bâti

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et périmètres de protection, élément inscrit au patrimoine de l'UNESCO, zone de présomption de prescription archéologique...) ?		x	
Site classé ou projet de site classé ?		x	
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		x	
Zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		x	
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		x	
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		x	
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (ScoT, DTA...) ?		x	

4.4. Ressource en eau

Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, précisez lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		x	
Captages :	OUI	NON	Si oui, précisez lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		x	
De captages repérés par un SDAGE Ou un SAGE ?		x	
Usages :	OUI	NON	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	x		
Y a-t-il risques de conflits entre ces différents usages ?		x	
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		x	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	x		

4.5. Sols et sous-sol, déchets

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>) ?		x	
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>) ?		x	
Carrières et/ou projets de création ou d'extension de carrières ?		x	
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		x	

4.6. Risques et nuisances

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?		x	
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		x	

Nuisances connues (sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		x	
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		x	

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	OUI	NON	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		x	
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		x	
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		x	

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (facultatif)

6. Annexes (rappels)

- *délibération engageant la procédure*
- *notice explicative de la MS n°1 du SCOT*
- *étude justificative prévue à l'article L.122-7 du code de l'urbanisme*
- *règlement graphique de la carte communale en vigueur*
- *délibération d'approbation de la MS n°1 du SCOT*
- *avis CDNPS*
- *périmètre envisagé de la zone*